

Accord de
compétitivité :
après la signature,
la seconde manche

l'étincelle

TECHNOCENTRE

Renault

Guyancourt

www.etincelle-technocentre.com - pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire - mardi 19 mars 2013

Allons-nous rester au point mort ?

C'est certainement la question que se sont posée la semaine dernière des milliers de personnes bloquées sur la route à cause des intempéries. Le gouvernement y a été de ses conseils : ne pas se déplacer si on n'en a pas besoin. Le hic, c'est justement que la plupart des travailleurs ont besoin de prendre leur voiture pour ne pas perdre une journée de salaire. La logique aurait voulu que chacun reste chez soi dans les régions touchées, mais pour cela il aurait fallu que la journée soit intégralement payée, et que le gouvernement l'impose aux patrons. Autant demander du lait à un bouc.

Le point mort, bon nombre vont y rester si la taxation du gasoil augmente.

Il a suffi que la Cour des comptes dénonce le fait que le gasoil soit moins taxé que l'essence (7 milliards de « perdus ») pour que le gouvernement et la presse découvrent que le diesel pollue et est dangereux pour la santé. Bref, si prochainement on augmente le prix du gasoil, ou si on condamne les modestes possesseurs de vieilles voitures à en changer, ce sera sûrement pour la santé... du ministère des Finances !

Le gouvernement, courroie de transmission du patronat

En revanche, le train de mesures antisociales du gouvernement n'est pas au point mort. La ministre des affaires sociales, Marisol Touraine, a averti : des efforts seront demandés à tous les Français. Un air connu. Et de nous envoyer de soi-disant experts agiter la perspective d'un déficit des caisses de retraite de 20 milliards d'euros en 2017. 20 milliards ? C'est le montant du crédit d'impôt aux entreprises voté par l'Assemblée nationale socialiste en décembre dernier. Soit à peine plus du tiers des profits cumulés des seules entreprises du CAC 40.

Et voilà que le gouvernement et le PS reprennent la vieille rengaine pour nous faire travailler plus longtemps : l'espérance de vie augmente, il faudrait donc travailler plus longtemps. C'était naguère l'argumentaire sarkozyste et de celui du Medef. Le changement, ce n'est donc pas maintenant !

Mais si la durée de vie s'est allongée (et tant mieux), la productivité du travail a augmenté encore plus. Un progrès qui a largement bénéficié au patronat et dont on veut de plus en plus priver les travailleurs, en activité ou à la retraite.

Incomparablement plus que l'augmentation de la durée de vie, c'est le chômage de masse qui pèse sur les caisses de retraite en réduisant le nombre de cotisants.

Malgré les promesses, le gouvernement n'a aucune intention de s'en prendre à ce fléau. Car pour cela, il faudrait s'en prendre aux licenciés, aux destructeurs d'emplois pour les empêcher de nuire ; aux patrons de PSA, de Goodyear, de Renault, de Sanofi, d'Arcelor... et à l'État lui-même.

Au lieu de cela, Hollande annonce des « choix courageux » dans l'année, comprenez une nouvelle réforme des retraites. Voilà tout le courage de Hollande, s'en prendre aux salariés et aux retraités.

Avec une touche de « dialogue social » pour lubrifier le tout. C'est ainsi que des « partenaires sociaux », décidément bien plus partenaires qu'adversaires, s'appêtent à signer (sauf la CGT et la CGC) un accord qui prévoit une désindexation de la pension de retraite complémentaire (Agirc et Arrco) par rapport à l'inflation pendant 3 ans. Soit une économie de 2 milliards d'euros sur le dos des retraités. Voilà la mécanique bien huilée de la marche arrière sociale.

Avancer ensemble ou reculer chacun de son côté

Après l'Accord National Interprofessionnel, dit « accord de sécurisation de l'emploi », un recul social dicté par le patronat que le gouvernement veut faire transcrire dans la loi, voilà qu'on s'en prend à nos retraites, sans oublier de nous taxer de-ci de-là, alors que les entreprises licencient à tout va.

Les sacrifices demandés n'annoncent aucun répit par la suite.

Seule la lutte d'ensemble, fédérant toutes les mobilisations isolées, pourra les faire reculer.

Publicité mensongère

L'accord compétitivité a été pompeusement baptisé « *Contrat pour une nouvelle dynamique de croissance et de développement social de Renault en France* ». Un titre censé faire oublier son contenu : suppressions d'emplois, augmentation du temps de travail, gel des salaires, dégradation des conditions de travail, externalisations, délocalisations...

« *Contrat pour une nouvelle dynamique de croissance des profits et de régression sociale de Renault en France* », ça sonnerait plus juste.

Le syndrome de Boulogne

Après avoir voté pour l'accord compétitivité au CCE du 12 mars, trois syndicats l'ont signé le lendemain, plus sensibles aux sirènes de la direction qu'aux salariés qui ont exprimé leur désaccord depuis novembre par de multiples actions et débrayages. A force de côtoyer la direction, ces « négociateurs » sont comme les otages atteints du « syndrome de Stockholm » et qui développent de la sympathie pour leurs geôliers. Il faut vite les envoyer au boulot.

La Bourse ou l'emploi

Depuis le 1^{er} janvier, l'action Renault a grimpé de plus de 30 % et dépassé les 50 €. Une hausse dopée par la signature de l'accord compétitivité, ou quand le bonheur des uns se fait sur le malheur des autres.

Jamais mieux servi que par soi-même

Renault vient de publier ses comptes 2012 sur internet. On y apprend que les 27 membres du Comité de Direction se sont partagé 15,7 millions d'euros, soit 580 300 en moyenne par personne. C'est 9,4 % de plus qu'en 2011.

Salaires bloqués, pas pour tout le monde

117 % : c'est le montant de la part variable de Ghosn au titre de l'année 2012, soit 1,44 millions d'euros. Il en touchera 1,1 million et le reste (30%) en 2016. A quoi s'ajoutent 1,23 M€ de part fixe, 48000 € de jetons de présence au conseil d'administration, 11200 € d'avantages en nature et 750258 € de stock-options à valoriser.

Total pour 2012 : 3,48 millions d'euros. Et c'est rien que pour Renault !

Un PDG plein de ressources

A 1,72 € par action, Carlos Ghosn, qui possède 205 200 actions Renault, va toucher 352 944 € de dividendes. L'argent, c'est vraiment une passion.

Niche fiscale

Grâce à diverses opérations comptables, Renault n'a payé que 24 % d'impôts sur le bénéfice en 2012 au lieu de 36 %. Et devinez à qui on demande ensuite de combler les déficits publics ?

On est tous cœur de métier

Il y aurait donc des activités Ingénierie-Tertiaire « non cœur de métier » (no core en anglais) dont il faudrait se séparer pour se recentrer sur celles « cœur de métier » (core). Tout cela n'est en fait qu'une opération de com' qui permet à la direction de ne pas afficher directement son objectif : réduire de 20 % les effectifs de l'Ingénierie et ceux du tertiaire de 1300 emplois. Nous sommes tous cœur de métier !

2013 : année portes ouvertes

Depuis janvier, chaque salarié de la DIV peut être détaché par sa hiérarchie dans un autre service ou une autre direction, pour une mission temporaire de 2 à 8 mois reconductible une fois.

Ce dispositif, appelé Optimum, devrait être ensuite déployé dans d'autres directions (DIM, DAPP, DA, DSIR...). La direction prévoit même son « *ouverture à l'extérieur de l'Entreprise* ». Le jeu de chaises musicales peut commencer.

Des critères d'évaluation jugés illicites

Le 18 février 2013, le Tribunal de Grande Instance de Grenoble a déclaré illicite le système d'évaluation des salariés d'Hewlett-Packard (HP). Il a donné raison au CHSCT et aux syndicats d'HP sur le fait que « *les critères énoncés tels que : autonomie et force de proposition, assurance et confiance en soi, sens des responsabilités, être décisif, être influent, de nature comportementale, ne sont pas suffisamment précis pour permettre une appréciation objective* ». Des critères qu'on retrouve notamment à Renault...

La réforme, ce n'est pas la forme

Alors que les risques psychosociaux augmentent avec les restructurations, le Technocentre met en œuvre une réforme de la médecine du travail qui ne fait que s'adapter au manque de moyens et de médecins (au TCR, leur nombre est même inférieur au seuil légal). Ainsi les visites médicales avec médecins seront complétées par des « entretiens infirmiers » menés par les infirmières dont le nombre ne sera pas renforcé. La santé, ça n'a pourtant pas de prix.

Pas étonnant que le chômage augmente

Il y avait 9 873 salariés Renault Guyancourt fin 2012, soit 5 % de moins qu'en 2011. Les intérimaires sont passés de 331 en 2011 à 134 en moyenne en 2012. Une baisse qui va s'accroître : 1500 salariés ont plus de 55 ans et pourraient être éligibles aux dispositifs de Dispenses d'Activité. Après le PRV et la GPEC, encore des postes supprimés et non remplacés.

Embauches : toujours des promesses

Il y a eu 74 embauches en 2012 sur l'établissement de Guyancourt. Les promesses d'embauches de l'accord GPEC en 2011 se sont vite envolées.